

**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie  
relative aux prochains tarifs péréqués d'utilisation des réseaux de distribution  
de gaz naturel des Entreprises Locales de Distribution**

**Réponses de Gaz de Barr**

Le 11 septembre 2017

**Bilan des tarifs ATRD4 des ELD**

**Question 1** : (page 13)

*Quel est votre retour d'expérience sur les tarifs ATRD4 des ELD et les conditions d'utilisation actuelles des réseaux de distribution de gaz naturel des ELD, entrés en vigueur le 1er juillet 2013 à l'exception du tarif de Sorégies, entré en vigueur le 1er juillet 2014 ? Partagez-vous les analyses de la CRE sur le bilan des tarifs ATRD4 des ELD ?*

Gaz de Barr considère que le bilan du tarif ATRD4 est globalement satisfaisant.

Gaz de Barr considère toutefois que la présentation du bilan financier de la période tarifaire ATRD 4 est en partie tronquée puisque le périmètre d'analyse entre le revenu couvert et le réalisé n'est pas identique.

En effet, le tarif ATRD 4 couvert correspond au périmètre péréqué et non péréqué alors que le réalisé est au seul périmètre péréqué.

Les écarts entre les charges nettes d'exploitation réalisées par rapport à la trajectoire initiale résultent donc essentiellement de cette différence de périmètre et d'une erreur de prévision quant à l'impact des nouvelles concessions sur la production immobilisée en zone péréquée, plutôt que de gains de productivité réalisés. Ces écarts ont été constants tout au long de la période tarifaire en lien donc avec un problème structurel de modélisation de la prévision.

Il convient également de noter que nous avons été confrontés à de nombreuses modifications réglementaires notamment dans la mise en oeuvre du plan anti-endommagement entraînant un décalage entre notre prévision et le réalisé.

Si l'analyse des charges d'exploitation avait été réalisée sur le poste des charges de personnel, qui représente de l'ordre de 70% du total des charges d'exploitation, nous constaterions que l'écart entre le prévisionnel et le réalisé serait en moyenne sur la période tarifaire de +0.8%, signe donc d'une parfaite maîtrise de la trajectoire budgétaire.

## Cadre de régulation incitative

### **Question 2** : (page 14)

*Etes-vous favorable au maintien d'une durée de quatre ans environ pour les prochains tarifs des ELD ? Si vous ne considérez pas cette durée comme pertinente, quelle serait, selon vous, la durée la plus pertinente ? Quelles conditions devraient accompagner cette évolution de la durée ?*

Gaz de Barr est favorable au maintien d'une durée de quatre ans pour le prochain tarif.

Cependant, nous considérons que le décalage avec GRDF engendre mécaniquement des dissymétries d'information et de concertation sur des problématiques tarifaires (ex : mécanisme incitation au développement, coûts unitaires des investissements, homothétie, structure tarifaire...) alors qu'un traitement uniforme est appliqué.

Par ailleurs, ce décalage porté à deux ans risque d'introduire un traitement différencié dans la rémunération des capitaux investis alors que les autres règles restent d'application uniforme.

Nous maintenons notre demande de recalculer la période tarifaire des ELD sur celle de GRDF pour le prochain tarif ATRD 6 et de participer aux réunions de travail liées aux travaux tarifaires ATRD de GRDF. En cas d'impossibilité de recalculer, le décalage doit être le plus faible possible.

### **Question 3** : (page 15)

*Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à la productivité sur les charges nettes d'exploitation des ELD selon lequel l'opérateur conserve les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?*

Gaz de Barr ne voit pas d'objection à la reconduction du mécanisme en vigueur qui a montré son efficacité, même si l'exercice de prévisions s'avère toujours délicat.

### **Question 4** : (page 16)

*Êtes-vous favorable à l'introduction d'un mécanisme de régulation incitative sur les charges de capital « hors-réseaux » ?*

Gaz de Barr n'est pas favorable à ce mécanisme que nous trouvons disproportionné par rapport aux enjeux. Nous considérons que ce mécanisme est également dangereux pour notre entreprise par rapport aux risques encourus de non prise en compte au CRCP.

Pour les enjeux, la raison d'être de ce mécanisme provient, selon vous, du risque d'arbitrage entre dépenses d'investissement et charges d'exploitation. Sauf erreur de notre part, et malgré les audits menés dans le cadre de l'ATRD5 et des précédents ATRD, aucun arbitrage de ce type n'a été relevé dans notre entreprise. Il nous apparaît donc raisonnable de ne pas complexifier l'ATRD 5 par un nouveau mécanisme inadapté à notre taille et pour un risque purement théorique.

Pour les risques encourus par Gaz de Barr de non prise en compte au CRCP, il convient de noter, que de par notre taille et notre ancrage local, notre maîtrise des dépenses d'investissement n'est pas comparable à celle de GRDF qui dispose d'un foisonnement beaucoup plus important. Le bilan de l'ATRD 4 (page 10 de la consultation publique) montre un écart moyen sur la durée du tarif, entre la trajectoire prévisionnelle et le réalisé, de 13%. Cet écart était de -4.7% pour GRDF sur l'ATRD 4.

Par ailleurs, indépendamment de l'écart moyen entre le réalisé et le prévisionnel sur la durée du tarif, la variabilité des investissements d'une année sur l'autre, par rapport au prévisionnel, est très forte. Ce phénomène n'est pas constaté chez GRDF grâce au foisonnement dont il dispose. Les dépenses « hors-réseaux » n'échappent aucunement à ce même constat, surtout pour ce qui concerne les dépenses liées aux systèmes d'information pour lesquelles nous sommes globalement dépendants : en amont pour ce qui concerne les spécifications et en aval pour ce qui concerne les éditeurs ou fournisseurs de solutions. Aussi, l'avantage lié à notre petite taille d'entreprise est notre forte réactivité pour le peu que nous puissions encore rester manœuvrant et avoir par exemple la possibilité de se doter des outils SI nécessaires même si cela n'avait pas été défini dans une trajectoire 5 ans au préalable.

**Question 5 :** (page 16)

*Etes-vous favorable à l'introduction d'un mécanisme de suivi des coûts unitaires des investissements dans les réseaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage des ELD disposant d'un tarif ATRD spécifique ? Que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE ?*

Gaz de Barr a déjà souligné à de nombreuses reprises que du fait de notre taille, l'observation des coûts unitaires d'investissement et de leurs variations n'était pas statistiquement significative et en conséquence non pertinente. Gaz de Barr n'est donc pas favorable à l'introduction d'un nouveau mécanisme de suivi des coûts unitaires d'investissement et alerte la CRE sur les moyens humains et matériels nécessaires pour produire ces données.

Par ailleurs, contrairement à l'électricité, la desserte en gaz naturel est soumise aux règles de rentabilité des projets et à la concurrence des autres énergies. La loi du marché incite donc tout naturellement les opérateurs à maîtriser leurs investissements dans les réseaux. Par ailleurs, Gaz de Barr achète les travaux dans le cadre d'appels d'offres, les coûts moyens dépendent donc majoritairement des prix de marché et ne peuvent être entièrement maîtrisés.

**Question 6 :** (page 17)

*Êtes-vous favorable à l'évolution de la fréquence de calcul et de remontée des valeurs des indicateurs à la CRE proposée ?*

Gaz de Barr est favorable à cette évolution.

**Question 7 :** (page 18)

*Avez-vous des remarques sur la liste des indicateurs de suivi de la qualité de service envisagés ?*

Gaz de Barr trouve que les indicateurs de suivi sont trop nombreux, trop complexes à mesurer et à calculer et trop difficiles à appréhender pour le grand public.

**Question 8 :** (page 19)

*Êtes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités, c'est-à-dire à la fixation d'un unique objectif de référence fondé sur la moyenne pondérée des performances des ELD sur les deux années précédentes et de valeurs « plancher » pour les indicateurs incités financièrement ?*

Le remplacement d'un objectif exprimé en base et en cible par un niveau de référence unique élimine une zone neutre non incitée financièrement et par conséquent, augmente le risque de pénalité pour l'opérateur.

En effet, c'est l'objectif cible et non l'objectif de base, qui est devenu, pour la plupart des indicateurs, l'unique objectif.

Par ailleurs, autour d'une valeur objectif les bonus et malus devraient être symétriques, avec une espérance équilibrée de gains versus pertes : les planchers et plafonds financiers sont en effet fortement dissymétriques; un tel dispositif relèverait alors plus d'une régulation punitive qu'incitative ; cette symétrie financière était d'ailleurs davantage présente dans la régulation incitative de l'ATRD 4 que dans le dispositif projeté et, en terme de comparaison, la dissymétrie appliquée à GRDF est bien moindre et les taux objectifs sont très inférieurs.

Aussi, Gaz de Barr n'est pas favorable à cette évolution.

**Question 9** : (page 19)

*Êtes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'ajustement des paramètres de la régulation incitative de la qualité de service en cours de période tarifaire ?*

Gaz de Barr reste ouvert à l'évolution du mécanisme d'ajustement des paramètres de la régulation incitative de la qualité de service en cours de période tarifaire, mais la conditionne à une réelle concertation préalable à toute modification envisagée par la CRE. En effet, l'introduction de nouveaux indicateurs peut être conditionnée par des moyens supplémentaires et des évolutions des Systèmes d'Information pour le recueil des données.

**Question 10** : (page 20)

*Êtes-vous favorable à la mise en place d'un mécanisme incitant les ELD à développer un portail à destination des fournisseurs ?*

Gaz de Barr est favorable à la mise en place d'un mécanisme incitant les ELD n'ayant pas encore de portail à destination des fournisseurs.

Par contre, il aurait été judicieux d'associer Gaz de Barr à cette demande, au préalable à la consultation publique. En effet, indépendamment de l'intention louable de nous donner éventuellement les moyens de développer un portail fournisseurs, il aurait été judicieux de s'assurer de la faisabilité technique ainsi que de la rentabilité d'une telle opération.

**Question 11** : (page 22)

*Êtes-vous favorable à la mise en place d'une régulation incitant les ELD à développer le nombre d'utilisateurs raccordés au réseau de gaz ?*

Gaz de Barr est favorable à une régulation pour inciter les ELD à développer le nombre d'utilisateurs raccordés au réseau de gaz.

**Question 12** : (page 22)

*Êtes-vous favorable aux modalités du mécanisme d'incitation envisagé par la CRE ?*

Nous estimons que le mécanisme mis en place lors de l'ATRD 4 est trop récent pour être dès à présent remplacé sans réel retour d'expérience.

**Question 13 :** (page 23)

*Êtes-vous favorable à l'introduction pour les ELD concernées d'un dispositif de régulation incitative des dépenses de R&D avec un suivi en fin de période tarifaire des projets de R&D des ELD ?*

Dans la mesure où un mécanisme de régulation incitative des dépenses de R&D est mis en place par la CRE, il paraît justifié de mettre en place un suivi annuel des projets, dans la mesure où le processus de suivi de ces coûts n'ajouterait pas de contraintes supplémentaires pour l'opérateur.

**Question 14 :** (page 24)

*Etes-vous favorable à la prise en compte des charges de pertes et différences diverses au CRCP ?*

Gaz de Barr est favorable à la prise en compte des charges de pertes et différences diverses au CRCP.

**Question 15 :** (page 25)

*Etes-vous favorable à la reconduction des principes du mécanisme de CRCP existant ? Sinon, quelles seraient, selon vous, les modifications à apporter au mécanisme actuellement en vigueur ?*

Gaz de Barr est favorable à la reconduction des principes du mécanisme du CRCP existant, permettant de prendre en compte, pour certains postes, les écarts peu prévisibles entre le prévisionnel et le réalisé.

**Question 16 :** (page 25)

*Etes-vous favorable aux évolutions proposées concernant les différents postes au CRCP ?*

Gaz de Barr est favorable aux évolutions proposées.

**Question 17 :** (page 25)

*Etes-vous favorable au maintien d'une clause de rendez-vous pour les tarifs ATRD5 des ELD, selon des critères d'activation similaires à ceux mis en place pour la clause de rendez-vous des tarifs ATRD4 ?*

Gaz de Barr est favorable à une clause de rendez-vous activable au moins tous les deux ans selon des critères similaires à ceux mis en place pour l'ATRD4. Cette disposition permet en effet de prendre en compte l'impact d'une décision significative d'ordre législatif, réglementaire ou juridictionnel.

## **Demandes tarifaires des ELD et analyse préliminaire de la CRE**

**Question 18 :** (page 28)

*Que pensez-vous des hausses des charges d'exploitation demandées par les ELD ?*

En préambule, nous aurions préféré que la question posée soit plus neutre, du type « Que pensez-vous du niveau des charges d'exploitation demandées par les ELD ? »

Nous estimons que le niveau des charges d'exploitation demandées par Gaz de Barr est justifié.

Celles-ci intègrent en effet les évolutions de périmètre (loi NOTRE, LTECV, impayés acheminement...) qui justifient une hausse en conséquence. Gaz de Barr regrette que ces modifications de périmètre ne transparaissent pas suffisamment dans la consultation de la CRE, et en rendent ainsi difficile une lecture objective.

**Question 19 :** (page 40)

*Que pensez-vous des fourchettes hautes et basses de charges d'exploitation retenues par la CRE ?*

Au préalable, il convient de noter que l'ATRD 4 réalisé retraité pris en compte en page 34 de la consultation publique n'intègre pas les charges d'impayés, alors que les fourchettes haute et basse proposées par la CRE, les incluent, ce qui laisse penser que la hausse entre 2016 et 2018 est 3 points supérieure à ce qu'elle n'est en réalité. En réalité, l'évolution des charges nettes d'exploitation entre 2016 et 2018 est, dans notre demande, de 20.9% et non 24.1% comme indiqué.

Par ailleurs, sur le graphique en page 38, la courbe concernant l'ATRD 4 couvert retraité n'est pas au même périmètre que les autres courbes du graphique. En effet, cette courbe est au périmètre des zones péréquées et non péréquées alors que les autres courbes sont au seul périmètre péréqué.

La fourchette basse est totalement irréaliste dans un contexte où les nouvelles obligations réglementaires, tant métier que numérique ou environnementales, nous imposent un grand nombre de charges supplémentaires. La fourchette basse est basée sur 100% des ajustements proposés par l'auditeur. Certains de ces ajustements sont exotiques et dénués de tout fondement.

Pour autant, nous avons accepté beaucoup des ajustements de l'auditeur, dans la mesure où ceux-ci étaient recevables et issus d'un argumentaire construit. Ces ajustements ont été repris par la CRE et même complétés par des ajustements supplémentaires afin de construire une fourchette haute. Cette fourchette haute ne couvre pas la totalité des besoins exprimés dans nos demandes. Toutefois, la fourchette haute est plus réaliste que ne l'est la fourchette basse.

**Question 20 :** (page 43)

*Que pensez-vous de la fourchette de taux de rémunération envisagée par la CRE ?*

Gaz de Barr regrette de constater que la fourchette de taux de rémunération envisagée par la CRE (4,50% à 5,00%) soit significativement inférieure à la plage demandée par les ELD (5,24% - 5,68%).

La demande de Gaz de Barr est fondée sur une étude réalisée par Microeconomix (depuis repris par Deloitte), communiquée à la CRE et rendue publique sur le site internet du SPEGNN.

Selon les conclusions de ce rapport, la taille relativement réduite des ELD n'est pas sans incidence sur leur coût de financement et sur le niveau de risque supporté par les investisseurs.

Dans son rapport, Microeconomix note que les sociétés de taille réduite ont une plus forte sensibilité aux conditions économiques et aux aléas, d'où un risque systémique accru pour les actionnaires. Dans le cas particulier des ELD, la faible diversification géographique, le manque de diversification sur plusieurs métiers et, dans la majorité des cas, leur profil mono-énergie contribuent à augmenter le risque pour l'investisseur. Nous en voulons pour exemples la défaillance de la société Electricité Services Gironde, suite à la tempête de 1999, ainsi que l'accident survenu sur le réseau de gaz de Mulhouse en 2004, qui aurait sûrement eu des conséquences financières dévastatrices pour une ELD. En plus de leur faible diversification, les ELD sont

également plus exposées au risque à cause d'un rapport entre les coûts fixes et les coûts variables (« operating leverage ») plus élevé que la moyenne.

A ce risque accru supporté par les actionnaires, il convient d'ajouter les coûts de transaction supplémentaires qu'ils supportent pour investir dans des entreprises de petite taille (difficulté d'accès à l'information dans le cas de sociétés non cotées).

Microeconomix propose en conséquence un ajustement du CMPC à la hausse, afin de rémunérer justement le risque plus élevé supporté par les actionnaires, par rapport à un Gestionnaire de Réseau de Distribution de grande envergure tel que GRDF.

Plus précisément, Microeconomix propose d'augmenter le taux de rendement requis des fonds propres au travers d'un bêta fixé à 0,45 (valeur retenue pour l'ATR6) et d'une prime de taille sur le coût des fonds propres entre 0,3% et 0,4%.

Le consultant appuie ses recommandations sur une revue de la littérature académique et d'études empiriques, selon lesquelles le taux de rendement requis par les investisseurs est d'autant plus élevé que la taille de la société est faible, ainsi que sur l'analyse des pratiques d'autres régulateurs européens. Microeconomix a notamment constaté une fourchette de prime sur fonds propres ou équivalents de l'ordre de 0,10% à 0,70% (avec une valeur moyenne de 0,36%), alors même que les entreprises concernées sont de taille bien plus importante que les ELD gazières.

Microeconomix a revu les autres paramètres de marché retenus par Frontier Economics pour le calcul du CMPC applicable à GRDF dans le cadre de l'ATRD5 et les laisse largement inchangés, prenant en compte l'évolution des marchés financiers entre-temps. Au final, le consultant recommande une fourchette de CMPC allant de 5,24% à 5,68%.

Gaz de Barr ne pourrait pas comprendre que la situation particulière des ELD du fait de leur faible diversification et de leur taille ne soit prise en compte au niveau du taux de rémunération accordé et que ce taux puisse être inférieur à celui de GRDF.

Enfin, Gaz de Barr tient à souligner que selon l'article L452-1 : «Les tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel et des installations de gaz naturel liquéfié, ..., sont établis de manière transparente et non discriminatoire afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par ces gestionnaires, dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau ou d'installations efficace. ».

Dès lors que l'effet taille sur le taux de rémunération des actifs est objectivement démontré par l'étude précédemment citée, qu'il induit donc une charge effectivement supportée par les GRD gaz ELD, que la non prise en compte de cet effet ne saurait être justifiée par la notion d'opérateur efficace puisque la taille est une caractéristique intrinsèque qui s'impose aux ELD, cet effet ne peut qu'être pris en compte.

Gaz de Barr souligne en complément que l'impact de la prise en compte de cet effet taille dans le taux de rémunération des actifs n'a qu'un impact limité sur le niveau des tarifs ATRD des ELD et donc sur les clients finals, ces clients bénéficiant par ailleurs d'un véritable service de proximité favorisé justement par la taille des ELD.

## Structure des tarifs

### Question 21 : (page 59)

*Etes-vous favorable à l'harmonisation des structures des grilles tarifaires ATRD des ELD de gaz naturel consistant à les rendre homothétiques à celles de GRDF ? La méthodologie envisagée par la CRE vous semble-elle pertinente ?*

Gaz de Barr est favorable à ce que sa grille tarifaire ATRD soit homothétique à celle de GRDF.

## Nouvelles concessions

### Question 22 : (page 59)

*Que pensez-vous d'une éventuelle extension des règles tarifaires applicables aux nouvelles concessions aux autres modes de gestion de l'activité de distribution de gaz naturel ?*

Gaz de Barr n'étant pas concerné par d'autres modes de gestion de l'activité de distribution de gaz naturel, nous ne pouvons prendre position sur la question.

## Autre question

### Question 23 :

*Avez-vous toute autre remarque sur les prochains tarifs ATRD5 des ELD ?*

Nous souhaitons encore pouvoir mettre à jour la trajectoire des charges d'exploitation sur la période 2018-2021 dans la mesure où des éléments nouveaux sont intervenus depuis la parution de la consultation publique. En effet, sur le poste transfert de charge, nous avons appris cet été que nous ne pourrions plus bénéficier des aides au titre du dispositif « emploi d'avenir » en 2018 (impact 12 kEur en 2018) et que les aides pour une des embauches effectuée sous l'égide du dispositif « contrat de génération » s'arrêtent dès cet année (impact 4 kEur en 2017, 4 kEur en 2018 et 2 kEur en 2019).